

## Le gouvernement a choisi la confrontation

Les annonces du Président Emmanuel Macron, par la voix de son Premier ministre, confirment qu'en maintenant son projet de réforme de retraite par points ainsi que le calendrier d'adoption parlementaire, l'exécutif choisit l'affrontement. Il n'a donc pas entendu les revendications et la colère exprimées massivement depuis plusieurs jours dans les grèves et manifestations comme le 5 décembre dernier.

Le premier ministre n'a pas levé le flou sur les contenus de la réforme, mais il a en revanche confirmé la suppression de tous les régimes spéciaux et la fin du code des pensions. Il a annoncé la dégradation rapide de la situation avec notamment :

- La mise en place d'un âge pivot à 62 ans 4 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, donc pour la génération née en 1960, en deçà duquel les salariés publics et privés subiront une décote. Décote qui s'ajoutera à la décote pour trimestre manquant. Age pivot qui augmentera pour passer à **64 ans pour la génération née en 1963**.
- Le recul de la pension de réversion pour les veufs et les veuves qui passe à 62 ans
- Une dégradation des pensions des femmes. En effet, prendre en compte l'ensemble de la carrière professionnelle des femmes impliquera inéluctablement une baisse drastique de leur pension. La mise en place de l'âge pivot à 64 ans est de fait un allongement à peine déguisé de la durée de carrière et aura des effets concrets très négatifs sur les pensions des femmes, qui subissent déjà une décote plus forte que les hommes malgré des départs plus tardifs.
- Des augmentations pour les enseignants destinées à ne valoriser que les salaires des agents nés après 1975 comme l'annonce le Ministre Blanquer, et encore sous forme de primes données à discrétion et avec des contreparties en termes de temps de travail. On va donc assister à la fin de l'égalité salariale dans l'Éducation Nationale.
- La baisse des cotisations sur les hauts revenus destinée à offrir une plus grande place à la retraite par capitalisation et notamment à l'un des plus grands fonds de pension, le fameux BlackRock, qui a l'oreille de l'Élysée

depuis le début du quinquennat et dont le fondateur ne tarit pas d'éloges sur le président français.

Mais il a également annoncé des innovations qui n'en sont pas et notamment :

- **La retraite à 1000€ pour tous les salariés ayant une carrière complète. Cet engagement était déjà inscrit dans la réforme de 2003 et garantissait un montant total de pension au moins égal à 85% du SMIC net soit 995,61€.** Le projet du gouvernement est donc d'augmenter de 4,38€ les petites retraites !
- Qui plus est, ce gouvernement se glorifie de donner à des salariés qui ont travaillé toute leur vie une pension inférieure au seuil de pauvreté fixé à 1015€

Les mesures concernant la transition avec une réforme applicable à partir des générations 1975 laisse à penser que nous pourrions accepter de laisser « l'héritage » d'un système des retraites défavorable aux générations à venir. Le Président Macron maintient le cap, joue la division entre les catégories et les générations, confirme une réforme qui lésera tout le monde et pousse donc de fait à une mobilisation plus forte, à des blocages plus importants, à un affrontement inévitable, qu'il a choisi et qu'il décide d'imposer à toute la société. Derrière ce choix, il y a la volonté réfléchie de vouloir "mater" l'ensemble des organisations syndicales, volonté déjà affirmée dans la Loi travail et dans la réforme du statut de la fonction publique.

**C'est pourquoi nous, salariés dans le privé, agents de la Fonction Publique, salariés, jeunes, retraités devons poursuivre et amplifier les mobilisations et de s'engager avec force dans les actions décidées par l'intersyndicale interprofessionnelle et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.**